

Impôt sur le revenu—Loi

Une voix: Dommage.

M. Chrétien: Voilà ce que je tenais à expliquer.

Cela nous pose des problèmes pour le moment, je ne le cache pas. Nous essayons de nous montrer justes. Nous ne voulons pas que les contribuables québécois soient désavantagés simplement parce que M. Parizeau cherche la bagarre. Ce n'est pas moi qui la cherche. J'ai déclaré et je le répète que s'il avait dit: «je suivrai les autres provinces» je l'en aurais félicité, car il aurait prouvé qu'il considérait l'économie nationale et l'économie québécoise comme un ministre des Finances doit le faire, c'est-à-dire de façon objective.

● (1702)

Les faits, les voilà. Je parle de ce qui s'est produit. Je ne suis pas étonné que l'Assemblée nationale n'aime pas ma proposition. Ce qui m'étonne, c'est que l'opposition, même à l'Assemblée québécoise, n'a pas dit comment sortir de l'impasse. Elle se contente d'attaquer le gouvernement. Depuis l'ouverture de ce débat nous n'avons entendu personne dire comment résoudre la question.

Le gouvernement du Québec désire simplement que je lui envoie un chèque. Le premier ministre (M. Trudeau) a expliqué cela avec beaucoup de soin aujourd'hui. La raison pour laquelle Québec devra augmenter ses impôts, c'est qu'il les perçoit lui-même. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Dans le cas de l'Ontario et des autres provinces nous avons prévu une indemnisation. Le jour même de mon budget, ou le lendemain, elles ont augmenté leur impôt sur le revenu d'un montant égal à la réduction de l'impôt fédéral sur le revenu. Voilà exactement ce qui s'est produit.

J'ai été étonné d'entendre le chef du Nouveau parti démocratique parler du budget d'octobre. Il ne s'agit pas de cela. S'il veut bien lire le bill, il comprendra. Elles ont relevé leurs impôts. Maintenant que j'ai prévu l'indemnisation pour le Québec, il peut imposer lui-même ses contribuables.

[Français]

Tous les premiers ministres du Québec ont dit qu'il était fondamental pour le Québec de prélever leurs propres impôts. Or, dans le cas présent, je prélève pour les autres provinces l'impôt sur le revenu qu'elles ont augmenté après la présentation de mon budget. C'est parce que c'est nous, soit le gouvernement fédéral, qui percevons pour elles. Au Québec, la seule façon de transférer les fonds pour agir exactement de la même façon que les autres provinces, c'est d'ouvrir un champ de taxation.

Si le gouvernement du Québec veut taxer, qu'il taxe! C'est ce qu'ils ont voulu depuis 1954, soit prélever leurs propres impôts et je leur rends la vie facile en réduisant l'impôt. Il est évident qu'en réduisant l'impôt les gens penseront que le gouvernement fédéral est généreux. Nous sommes généreux en ce faisant, mais pas plus que pour les autres provinces.

Exactement de la même façon, sauf que dans les autres provinces, comme les ministres des Finances ont voulu partager avec le gouvernement canadien le mérite économique et politique de couper la taxe de vente, il ne fut pas question du fait dans les débats ou dans la presse que nous avions effectivement réduit nos impôts et qu'ils avaient augmenté les leurs. Au Québec, ce que nous faisons, nous réduisons nos impôts. C'est aussi simple que cela pour le montant de la différence, savoir \$85 par habitant.

[M. Chrétien.]

Si le gouvernement du Québec veut négocier avec moi qu'il fasse des propositions. Je ne peux pas leur envoyer un chèque directement parce que je ne le fais pas dans les autres provinces. Cela est facile à comprendre. Chaque fois que j'envoie un chèque, pour moi cela représente une dépense. Pour éviter l'augmentation des dépenses au gouvernement, parce que tout le monde se plaint du niveau des dépenses, nous avons décidé de procéder par l'évacuation d'un champ de taxation dans l'Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et dans les provinces Maritimes. C'est aussi simple que cela. Nous faisons la même chose pour le Québec. Seulement comme il n'y a pas d'entente sur la perception de l'impôt au Québec ils veulent éviter maintenant de percevoir l'impôt que nous réduisons. Ils voudraient que je l'envoie directement. En l'envoyant directement, j'ajoute à mon budget une dépense, et les députés de l'opposition qui me demandent de faire cela sont ceux qui nous disent qu'on dépense trop. Tandis que lorsque j'évacue un champ de taxation, je ne dépense pas, je diminue mes revenus.

[Traduction]

La taxe est très importante. Si j'avais décidé simplement de payer par chèque, l'augmentation des dépenses fédérales aurait dépassé 800 millions. Tout le monde aurait dit que le ministre des Finances augmente ses dépenses, quand il se serait tout simplement agi de transférer de l'argent aux provinces pour qu'elles réduisent leur taxe.

Pour pouvoir appliquer une solution originale et faire ce que je voulais sans créer la fausse impression que nous dépensons de l'argent—et les ministres des finances se sont déclarés d'accord là-dessus—nous avons décidé que nous réduirions nos impôts et qu'ils augmenteraient les leurs. Nous avons commencé de le faire et personne n'a remarqué la chose. L'impôt fédéral a été réduit de \$100 en Ontario et ailleurs. Les assemblées législatives de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique et des Maritimes ont présenté des projets de loi augmentant en conséquence l'impôt sur le revenu. Mais personne n'a rien remarqué au moment où se fait la perception.

Nous n'avons pas d'accord avec le Québec pour la perception de ses impôts. Au moment de ces négociations, je l'avais bien offert, mais nous n'avons jamais pu nous entendre avec M. Parizeau. Il n'a pas donné sa réponse avant le budget. Il s'est décidé après le budget et il a dit ce qu'il répète depuis lors: envoyez-moi un chèque. C'est la seule proposition qu'il a faite. Je lui ai dit que nous devions être justes envers tout le monde. Les mesures fiscales que nous prenons doivent s'appliquer au Québec comme ailleurs. Parce que le régime de perception y est différent, il ne veut pas que nous ayons le mérite d'y avoir diminué notre impôt sur le revenu. Mais il veut bénéficier de ce qu'il fera s'il occupe le domaine d'imposition que nous lui avons laissé.

Les autres provinces n'ont fait aucune difficulté. Je ne m'attribue pas tout le mérite d'avoir diminué les impôts dans mon budget, parce que les provinces ont eu la générosité de me laisser prendre part à cette initiative de diminution de la taxe de vente. Personne d'autre n'a parlé du régime d'impôt sur le revenu. La difficulté est que le régime ne fonctionne pas de la même façon au Québec.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement du Québec ne veut pas augmenter ses impôts afin de bénéficier du mon-